

## « L'outremer laboratoire d'idées de la République »

*Par Victorin LUREL, le secrétaire national à l'outre mer*

Les outremer peuvent être source d'inspiration pour notre Parti qui se doit de bâtir un projet audacieux pour établir, enfin, une égalité réelle entre la France hexagonale et les outremer !

Oui, les outremer sont le levier du changement de l'armature architecturale de la république. Depuis trop longtemps, la relation entre l'Hexagone et les outremer est pervertie par des clichés, des *a priori* et des non dits qui les stigmatisent en les présentant comme vivant « aux crochets de la métropole » avec des avantages injustifiés tels les niches fiscales ou les retraites majorées.

Parce que cette vision des outre-mers empreinte du cartiérisme est non seulement fausse (si l'on établissait la balance commerciale de la plupart des départements français avec le reste de la Nation, elle ne serait pas plus brillante que celle des collectivités d'outre-mer), mais aussi injuste et porteuse de divisions, il convient de **rendre aux outremer la place qu'ils méritent dans la République**. Il faut promouvoir leur image, notamment par le truchement de la francophonie et de la dimension internationale qu'elles donnent à la France en en faisant la deuxième puissance maritime. Les outremer dans leur diversité sont des **exemples de sociétés multiculturelles modernes, elles doivent donc être un laboratoire d'idées pour aider la France à accomplir sa mutation**.

Les socialistes doivent donc tout d'abord prendre l'engagement de relancer l'action entamée par les Gouvernements de gauche successifs qui ont œuvré pour construire, outre-mer, une politique de solidarité et d'égalité. Egalité qui ne doit pas rester formelle mais qui doit devenir réelle. Cet engagement prendra tout d'abord la forme d'une fiscalité à réinventer, dynamique et orientée vers la réduction des inégalités et le développement endogène de nos territoires.

Si le Parti a manifestement progressé dans son intérêt renouvelé pour les outremer comme l'a démontré la tenue d'une Convention nationale relative au projet de notre Parti pour les outremer en Guadeloupe en avril 2006, il doit impérativement poursuivre sa mue et sa conversion aux réalités ultramarines, afin de développer une véritable sensibilité aux enjeux particuliers de ces territoires.

Il importe également de **valoriser les énormes potentiels des outremer que sont sa biodiversité, l'étendue de son espace francophone, sa zone économique exclusive...**atouts indispensables pour s'insérer dans l'économie du 21ème siècle et offrir à leur jeunesse des opportunités de réussite et d'épanouissement.

Le développement économique durable, la création d'emplois pour tous, le respect de l'environnement, la recherche d'une plus grande harmonie sociale et la valorisation

des cultures des outre-mers constituent des objectifs auxquels tous les ultramarins aspirent et qui peuvent les rassembler.

Les outre-mers représentent une immense richesse pour la France et pour l'Europe. Qu'est ce qu'en effet un ultramarin, sinon un citoyen français qui vit son identité plurielle au quotidien et qui conjugue sa diversité au passé, au présent et au futur. Vivant dans un territoire lointain, à la fois européen et français, mais également sur un territoire caribéen, océanien, du Pacifique, de l'océan indien ou en atlantique nord, **les outre-mers savent que l'altérité que défend notre parti depuis son origine est un enrichissement permanent** et ils vivent la devise européenne « *unis dans la diversité* » aussi bien dans la République, dans l'Europe que dans leur voisinage.

Aussi, comprenant que **la présence et l'enjeu des outre-mers servent la diversité que nous défendons**, notre parti doit-il, lui-aussi, accepter de s'ouvrir et de s'intéresser à ce modèle de créolisation qui touche déjà une société française qui se refuse toujours à se voir telle qu'elle est.

**La politique en faveur des outre-mers a trop longtemps été réduite au débat institutionnel.** Nous considérons certes qu'il convient de rester à l'écoute des demandes de modernisation institutionnelle qui pourraient émaner des élus d'outre-mer, notamment dans les DFA et, le cas échéant, d'utiliser la procédure prévue par la loi d'orientation pour l'outre-mer (vote du congrès, consultation de la population). Cependant, le débat institutionnel ne doit pas subordonner l'élaboration et la mise en oeuvre de toute politique en faveur de l'égalité réelle des outre-mers dans les domaines économique, social et culturel. Notre projet doit s'attaquer résolument aux maux qui touchent les outre-mers aujourd'hui et qui entravent leur épanouissement. Il placera également au coeur de nos préoccupations la lutte contre les discriminations dont sont encore trop souvent victimes les originaires des outre-mers.

**L'épanouissement économique, social et culturel des sociétés d'outre-mer doit constituer**

**la priorité du parti socialiste.** En effet, les outre-mers connaissent des retards de développement et des handicaps structurels permanents que seule **une action volontariste** et **une politique assumée de discrimination positive territoriale** sont en mesure de traiter. Cette priorité doit se décliner en un véritable projet de société pour les outre-mers résolument tourné vers la modernité et articulé autour des grandes ambitions suivantes :

**Donner aux outre-mers toute leur place dans la République :**

Les outre-mers doivent être davantage et mieux pris en compte dans les institutions de la République. Leurs spécificités doivent être considérées dans le travail interministériel et leurs intérêts doivent être défendus. Une majorité de gauche devra mettre en place une organisation gouvernementale propre à cette meilleure prise en compte.

## **Promouvoir l'image des outre-mers et permettre aux ultramarins de s'épanouir dans une**

### **France fière de sa diversité :**

L'idée d'universalisme français commande que soit mieux compris ce que les outre-mers apportent en terme de diversité à la France. Il s'agit de permettre l'affirmation sereine des identités ultramarines au sein d'une République qui s'accepte enfin multicolore, multiethnique et multiculturelle. Les outre-mers symbolisent en effet la diversité culturelle et la tolérance, en un mot « *la France métissée* ». Les socialistes permettront aux cultures ultramarines de se développer et d'accéder à une plus large visibilité. Mieux connus, les outre-mers seront davantage compris et respectés. En ce sens le mouvement initié en Nouvelle-Calédonie depuis les accords de Nouméa, qui est en passe d'aboutir devra servir de guide aux collectivités d'Outre-Mer qui opteront pour une plus large autonomie.

### **Valoriser le potentiel économique des outre-mers :**

Les socialistes s'engagent à mettre en œuvre une politique qui placera les outre-mers sur la voie de l'égalité économique avec l'Hexagone. L'Etat, aux côtés des collectivités locales et de l'Union européenne, doit être le principal acteur de la réduction des inégalités, de la compensation des handicaps structurels et du rattrapage des retards d'investissements en menant une réelle politique de discrimination positive territoriale clairement assumée. Faire de la fiscalité un outil de développement au service de la réduction des inégalités dans le domaine de l'emploi, de l'aménagement du territoire.

Les socialistes défendront le principe de l'extension du plateau continental au large de Saint- Pierre et Miquelon qui garantira à la France et à la Collectivité Territoriale de nouvelles ressources pétrolifères et halieutiques.

### **Favoriser un développement durable des outre-mers :**

Les outre-mers constituent l'essentiel de la richesse de la France en matière de biodiversité tant pour la flore que pour la faune ou pour les ressources naturelles. Les socialistes aideront les ultramarins à mieux exploiter leurs richesses tout en protégeant et en préservant leurs écosystèmes fragiles.

### **Permettre aux femmes et aux hommes des outre-mers d'entrer dans l'économie de la connaissance :**

La qualité des hommes et des femmes des outre-mers sont leur principale richesse et constitue un atout pour exister dans la compétition économique mondiale. Une future majorité de gauche devra accompagner les collectivités locales pour promouvoir, dans les outre-mers comme sur tout le territoire national, la formation tout au long de la vie.

### **Faire jouer la solidarité nationale en faveur des outre-mers sans les stigmatiser :**

Les outre-mers font pleinement partie de la République. Cela exige que l'Etat, partout où il a la compétence sociale, s'engage pour que ses politiques de solidarité s'appliquent pleinement et sans réserve notamment en matière de logement, d'accès aux soins, d'économie sociale et solidaire mais aussi de sécurité et de lutte contre l'immigration clandestine.

### **Rester à l'écoute des aspirations à la modernisation des institutions politiques et administratives :**

Les socialistes respecteront les choix institutionnels des populations et des élus locaux des outre-mers et favoriseront l'utilisation des possibilités offertes par la Constitution en matière de responsabilités locales. Ils s'engageront dans une remise à plat de la décentralisation et des finances des collectivités locales.

### **Bâtir une véritable politique en faveur des originaires des outre-mers vivant dans l'Hexagone :**

Les socialistes devront accentuer la lutte contre les discriminations dont souffrent, dans l'Hexagone, les minorités visibles originaires des outre-mers, en particulier en ce qui concerne les accès à l'emploi et au logement. Ils soutiendront les associations et leurs initiatives visant à assurer la pleine intégration des Français des outre-mers dans la vie politique, économique, sociale et culturelle nationale.

### **Concernant la situation particulière des collectivités du Pacifique**

Nous serons vigilants sur la pleine application de l'Accord de Nouméa, signé en 1998 par Lionel Jospin, les Accords de Matignon signés dix ans plus tôt par Michel Rocard, qui ont apporté la paix et le développement après des années d'incompréhension et de violences, culminant dans le drame d'Ouvéa. L'application de cet accord implique notamment que le gouvernement et les autorités locales s'engagent plus résolument dans la lutte contre les inégalités, qui progressent.

En Polynésie française, nous exigeons le respect des règles élémentaires de la démocratie contre les manipulations statutaires et électorales, qui se retournent d'ailleurs contre leurs auteurs. Dans cette collectivité également, l'urgence sociale est grande.

Enfin, à Wallis et Futuna, nous demandons l'engagement d'une réflexion sur l'exercice des responsabilités, qui passe par une modernisation du statut, sur le développement et sur l'emploi local.

Parce que ces engagements devront être nos actes de Gouvernement de demain, ces propositions sont nécessaires, réalistes et raisonnables. Leur financement doit être intégré dans le chiffrage du projet global de notre parti pour la prochaine législature.

**Les outre-mers sont une chance pour la République et la République doit être une chance pour les outre-mers car c'est la République qui permet l'égalité dans la diversité. C'est notre vision des outre-mers et notre vision de la France.**

### **Signataires**

**Victorin LUREL**

Député et Président du Conseil régional de la Guadeloupe  
Secrétaire National pour l'Outre-Mer

**François HOLLANDE**

Premier Secrétaire

**Ségolène ROYAL**

Présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes

**Martine AUBRY**

Maire de Lille

**Jules OTTO**

Conseiller Général

Premier Fédéral de Guadeloupe

**Marlène LANOIX**

Première fédérale de la Martinique

**Alix LABBE**

Premier fédéral de la Guyane

**Frédéric BEAUMONT**

Premier fédéral de Saint-Pierre et Miquelon

**Catherine NERIS**

Député européenne

**Louis-Joseph MANSCOUR**

Député - maire de Trinité (Martinique)

**Eric JALTON**

Député-Maire des ABYMES (Guadeloupe)

**Jean-Marc AYRAULT**

Député et Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale

**George PAU-LANGEVIN**

Députée de Paris

**Louis LE PENSEC**

Ancien Ministre de l'outre-mer

Sénateur

**Marylise LEBRANCHU**

Députée du Finistère

**Stéphane LE FOLL**

Député européen

**Harlem DESIR**

Député européen

**Bruno LE ROUX**

Député de Seine Saint-Denis

Secrétaire national aux élections

**Kader ARIF**

Député européen

Secrétaire national aux fédérations

**Maire-Noëlle LIENNEMAN**

Député européenne

**Benoît HAMON**

Député européen

**Christophe BORGEL**

Membre du CN

**Razzy HAMMADI**

Membre du CN

**Bernard LESTERLIN**

Député de l'Allier

**Alain CHRISTNACHT**

Délégué national auprès du SN outre-mer

**José PENTOSCOPE**

Délégué national auprès du SN outre-mer

**Jean-François MERLE**

Membre du Conseil national